

Changement climatique et développement rural

Situation de départ

C'est un enjeu fondamental pour l'avenir de l'humanité de nourrir une population mondiale en augmentation constante, tout en respectant les limites de la planète. Les modèles dominants de production et de consommation entraînent la perte des bases d'existence naturelles et détruisent les écosystèmes et leur fonctionnement. En 2017, 820 millions de personnes souffraient de sous-alimentation. Le changement climatique renforce cette tendance et pousse les écosystèmes naturels jusqu'aux limites de leur capacité de charge, entraînant ainsi de graves conséquences pour l'environnement, l'économie et les êtres humains. Afin d'assurer la survie de l'humanité, il est nécessaire de rendre les systèmes agro-alimentaires plus durables et plus résilients au climat.

Nécessité de s'adapter

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il faudrait accroître la production agricole de 60 % entre 2005 et 2050 pour garantir la sécurité alimentaire. Or, cet objectif entre en conflit avec les impératifs de la protection de l'environnement et du climat et, au vu des effets négatifs du changement climatique sur la productivité des systèmes agro-alimentaires (voir figure 1), il constitue un défi de taille pour de nombreuses régions de la planète. Les principaux facteurs de l'augmentation de la faim dans le monde sont la variabilité et les extrêmes climatiques. Dès à présent, les sécheresses sont responsables de 80 % des dégâts et des pertes agricoles. Depuis le début des années 90, le nombre des phénomènes météorologiques extrêmes a doublé. Par ailleurs, le changement climatique va continuer à renforcer la dégradation des sols par suite d'une exploitation des terres inadaptée aux conditions locales. On prévoit que d'ici à 2080, le changement climatique entraînera une diminution de la productivité des sols de 14 à 27 % en Afrique subsaharienne et de 18 à 32 % en Asie du Sud-Est.

Potentiel d'atténuation

Les systèmes agro-alimentaires actuels contribuent à hauteur de 21 à 37 % aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) qui sont en grande partie responsables du changement climatique. En effet, 10 à 12 % des émissions mondiales de GES proviennent directement de l'agriculture (en particulier de l'élevage, de la riziculture et de l'utilisation d'engrais minéraux), tandis que 8 à 10 % sont issues de l'exploitation des terres et de modifications dans les modes d'exploitation (p. ex. de la transformation de forêts et de tourbières en terres agricoles et pastorales). Dans les régions tropicales, jusqu'à 80 % de la déforestation sont dues à l'extension des surfaces agricoles. Environ 5 à 10 % des émissions sont générées au sein des filières agricoles, c'est-à-dire lors du stockage, de la transformation et du transport de produits agricoles. En outre, la consommation croissante de protéines animales et la hausse du gaspillage alimentaire, en particulier dans les pays industrialisés et émergents, pèsent lourdement sur le bilan des émissions de GES.

Systèmes agro-alimentaires à faibles émissions et résilients au climat

Les systèmes agro-alimentaires sont essentiels pour la sécurité alimentaire mondiale et constituent un levier important pour la protection du climat. La réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique se conditionnent mutuellement et constituent les prérequis indispensables pour renforcer la résilience des écosystèmes agraires et des petites exploitations agricoles face aux risques climatiques. Tout en permettant de réaliser d'autres objectifs de développement de l'Agenda 2030.

De nombreuses approches de développement des systèmes agro-alimentaires, notamment l'agroécologie, préconisent des stratégies et des pratiques à faibles émissions et résilients au climat. Celles-ci poursuivent plusieurs objectifs simultanément : l'accroissement de la productivité et de l'efficacité par unité de surface, de même que la protection et l'exploitation durables des sols, des ressources en eau,

des forêts et de la biodiversité. Une diversification des cultures, ainsi que la valorisation de sources de revenus extérieures à l'agriculture, aident les exploitants à atténuer les risques de perte de récolte et de revenus. En outre, la promotion de régimes alimentaires équilibrés et la prévention des pertes de denrées alimentaires, en particulier dans les pays industrialisés et émergents, apportent une contribution importante à la protection du climat.

En raison des besoins propres à chaque secteur, il est nécessaire de disposer d'un cadre politico-institutionnel, de politiques cohérentes et d'une coordination intersectorielle à différents niveaux en matière de protection du climat et d'adaptation des systèmes agro-alimentaires, afin de pouvoir concilier des objectifs antagonistes, tels que la production de denrées alimentaires, la bioénergie et la préservation de la biodiversité.

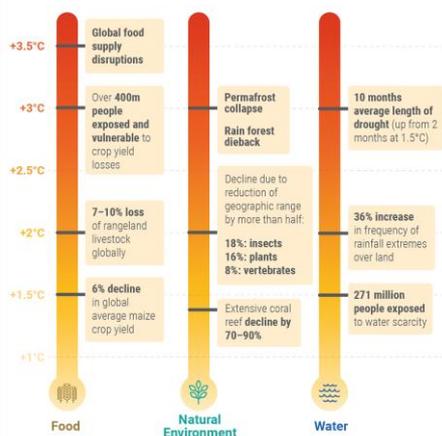


Figure 1 : Effets de divers scénarios de réchauffement de la planète sur la sécurité alimentaire et les écosystèmes (World Resources Institute, 2019).

Une transformation des systèmes agro-alimentaires actuels apparaît indispensable pour pouvoir réaliser un développement durable et équitable, dans les limites des ressources de la planète, et assurer une alimentation équilibrée, abordable et saine en dépit du changement climatique.

Engagement du BMZ en matière de politique de développement

L'Allemagne a ratifié l'Accord de Paris sur le climat de 2016 et aide les pays partenaires à mettre en œuvre leurs contributions déterminées au niveau national (NDCs). En outre, la coopération allemande au développement (CD) aide les décideurs politiques à développer les capacités requises pour mettre en œuvre efficacement le volet agricole de ces contributions. Le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement (BMZ) applique une stratégie globale de gestion des risques, afin d'assurer une mise en œuvre cohérente des programmes mondiaux de développement durable, de protection du climat et d'adaptation au changement climatique, ainsi que de gestion des risques de catastrophes.

Dans le cadre de la CD bilatérale, régionale et multilatérale, le BMZ soutient une forme d'agriculture à faibles émissions et résiliente au changement climatique, qui utilise les ressources naturelles sans dépasser leur capacité de régénération, crée des conditions de vie appropriées dans les régions rurales et offre une bonne rentabilité économique. De 2014 à 2018, la CD allemande a mené près de 190 projets dans le domaine du climat et du développement rural, pour un montant d'environ 1,3 milliard d'euros. L'accent a été mis sur l'adaptation au changement climatique dans l'agriculture, en particulier dans la région de l'Afrique.

Perspectives en matière de politique climatique

L'Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques de 2015 prévoit de limiter le réchauffement de la planète en dessous de 2°C, et si possible en dessous de 1,5°C, pour éviter les risques climatiques. La mise en œuvre de l'accord s'effectue au moyen de contributions déterminées au niveau national (CDN, en anglais : *nationally determined contributions, NDCs*), qui fixent des objectifs de réduction et d'adaptation. Dans leurs contributions déterminées au niveau national, la plupart des pays en développement et des pays émergents accordent une grande importance au secteur agro-alimentaire, en particulier pour la réalisation des objectifs d'adaptation, mais aussi de réduction.



L'Action commune de Koronivia pour l'agriculture (*Koronivia Joint Work on Agriculture, KJWA*) représente un jalon dans les négociations sur l'agriculture dans le contexte de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et souligne l'importance de la sécurité alimentaire dans l'agenda relatif au changement climatique. En intégrant l'agriculture dans les processus de la Convention, la KJWA est en mesure de faire avancer la transformation des systèmes agro-alimentaires et de favoriser les synergies entre l'adaptation, la réduction et la productivité agricoles.

Approches du BMZ

Le BMZ s'attache à exploiter les synergies et les avantages conjoints entre les projets qu'il mène, notamment le renforcement de la résilience, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement et du climat et la promotion du développement économique. Les approches suivantes relatives au climat sont mises en œuvre en coopération avec les partenaires :

Chaînes de valeur et filières agricoles sans déforestation

Une grande partie de la déforestation est due à la transformation de surfaces forestières en terres agricoles en vue de cultiver le soja, l'huile de palme, le cacao, le café, le caoutchouc et l'élevage bovine. Les projets appliquent des instruments d'aménagement du territoire pour promouvoir des méthodes d'agriculture durable qui protègent les forêts et le développement de chaînes de valeur agricoles qui ne comportent pas de déforestation. Cette approche permet à la fois d'éviter l'extension des surfaces agricoles, de générer des revenus permettant de couvrir les besoins vitaux et de contribuer à la préservation de la biodiversité ainsi qu'à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Approches axées sur la nature et les écosystèmes

Les écosystèmes intacts avec leurs multiples fonctions constituent la base de notre existence. Sous l'influence des activités humaines, les écosystèmes se dégradent de plus en plus et perdent leur capacité de fonctionnement. Par conséquent, la préservation, la restauration et l'exploitation durable des écosystèmes sont indispensables pour associer la protection du climat, l'adaptation au changement climatique, la prévention des catastrophes naturelles, la conservation de la diversité biologique, le développement rural et la gestion durable des ressources.

L'agroécologie

Les pratiques agroécologiques assurent une utilisation plus efficace et plus durable des ressources en favorisant autant que possible des cycles d'éléments nutritifs fermés. En améliorant la fertilité naturelle des terres agricoles et pastorales, elles stabilisent les rendements dans les situations de stress et permettent, par exemple, de réduire les besoins en engrais minéraux. Les approches agroécologiques visent à favoriser une transformation des systèmes agro-alimentaires indispensable à la réalisation des objectifs climatiques.

La protection des sols et la gestion durable des terres

Le sol est la base de l'existence humaine. Les sécheresses et les fortes précipitations augmentent le risque d'érosion des sols, tandis que la hausse des températures réduit leur capacité de rétention de l'eau. La gestion durable des terres est une mesure clé de l'adaptation au changement climatique. L'augmentation du carbone organique des sols contribue à améliorer leur fertilité, accroît ainsi les rendements agricoles et concourt simultanément à réduire les émissions de GES.

La gestion intégrée des ressources en eau

En l'absence d'eau, même le sol le plus fertile ne produit rien. De nombreux pays partenaires consacrent jusqu'à 90 % de leurs ressources en eau à l'irrigation. En raison du manque de précipitations, la pénurie d'eau devrait s'accroître à l'avenir dans de nombreuses régions déjà arides. La gestion durable des bassins versants et des ressources en eau, ainsi que l'emploi de technologies d'irrigation efficaces, sont des éléments essentiels à une agriculture résiliente au changement climatique.

Les assurances contre les risques climatiques

Une stratégie globale de gestion des risques climatiques doit aussi comporter des plans de réaction aux conséquences des événements météorologiques extrêmes, qui peuvent se multiplier à l'avenir par le changement climatique. Les assurances contre les risques climatiques sont un instrument d'appui aux personnes confrontées aux effets des événements météorologiques extrêmes. Elles permettent par exemple de verser des indemnités financières aux petits exploitants agricoles qui subissent des pertes de récolte.

Expériences pratiques

La cohérence de l'engagement en matière de politique de développement dans le domaine rural avec les obligations de l'Allemagne dans le contexte de l'Agenda 2030, ainsi qu'avec les trois conventions de Rio sur le changement climatique (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques), la lutte contre la désertification (Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification) et la préservation de la biodiversité (Convention sur la diversité biologique), constitue l'un des piliers de la qualité du travail de la coopération allemande au développement.

Le BMZ soutient ou est même co-fondateur des **initiatives multilatérales** suivantes :

Le **partenariat relatif aux contributions déterminées au niveau national** aide les pays en développement et émergents à mettre en œuvre rapidement et efficacement leurs contributions. Il favorise l'accès au savoir technique, aux services de conseil et aux appuis financiers, développe des compétences et appuie l'échange de connaissances afin de faire avancer les politiques climatiques nationales et d'élever le niveau général d'ambition.



Figure 2 : Les pratiques de riziculture respectueuses du climat constituent d'importantes mesures de protection du climat.

Dans le cadre de la **Commission mondiale sur l'adaptation (GCA)**, le BMZ aide 60 millions de personnes dans les régions rurales à renforcer leur résilience au climat et accompagne la transition vers une agriculture à faibles émissions et résiliente au climat. La Commission mondiale sur l'adaptation a pour objectif d'insuffler davantage d'ambition et de dynamisme dans la mise en œuvre de solutions d'adaptation au changement climatique.

Le BMZ appuie le partenariat **InsuResilience Global Partnership**, qui vise à assurer à 500 millions de personnes une protection contre les risques climatiques d'ici à 2025 en mettant à disposition des solutions de financement et de transfert des risques contre les risques climatiques et les risques de catastrophe, telles que des assurances agricoles, et aide les pays à se préparer aux catastrophes.

En outre, sur mandat du BMZ, la GIZ met de nombreux **projets bilatéraux, régionaux et mondiaux** :

À **Madagascar**, les petits exploitants agricoles sont fortement touchés par le changement climatique et subissent des sécheresses, de fortes précipitations et des cyclones. En coopération avec l'Union européenne, le BMZ renforce leur résilience au moyen du **projet « Adaptation des chaînes de valeur agricoles au changement climatique (PrAda) »**. Les informations sur le climat et la météorologie permettent aux exploitants agricoles de mieux planifier leur production. Le projet met à disposition des calendriers de culture adaptés, par l'intermédiaire d'une ligne d'assistance téléphonique gratuite, et favorise la mise en place d'assurances contre les risques climatiques. Il permet de renforcer la résilience et les bases d'existence de 16 000 ménages.

Le projet régional d'**adaptation au changement climatique dans le domaine agricole en Afrique australe (ACCRA)** appuie la diffusion de connaissances relatives à l'agriculture résiliente au changement climatique et sa mise en œuvre dans les États membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA). Le projet appuie le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA) en sa qualité d'agent de transmission de connaissances et d'animateur pour la recherche et le développement agronomiques. Un système régional de gestion des informations et du savoir a été créé en 2016 et a permis de former plus de 8 000 prestataires de services de conseil et décideurs.

En **Éthiopie, au Bénin, au Burkina Faso, en Inde, au Kenya, à Madagascar et en Tunisie**, le **programme mondial « Protection et réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire »** appuie l'utilisation de pratiques culturales qui améliorent la qualité des sols et contribuent à la protection du climat. Ainsi, même en cas de phénomènes météorologiques extrêmes, il est possible de compter sur une récolte régulière et abondante. Plus de 167 500 petits exploitants agricoles ont déjà bénéficié de prestations de conseil et de formations. Il a permis de réhabiliter près de 261 500 hectares de sol et d'accroître les rendements par hectare jusqu'à 36 %.

Informations complémentaires : www.giz.de/de/weltweit/39650.html

Mentions légales

Publié par :

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Siège de la société : Bonn et Eschborn

Division Développement rural et économie agricole, G500
Friedrich-Ebert-Allee 36 +40
53113 Bonn, Allemagne
T +49 (0) 228 44 60 - 3824
F +49 (0) 228 44 60 - 1766
E naren@giz.de
I www.giz.de

Novembre 2021

Auteur/responsable/rédaction, etc. :

Projet sectoriel Agriculture durable (NAREN)

Conception/mise en page, etc. :

Olivia Ockenfels, Cologne

Crédits photographiques/sources :

© GIZ / Jörg Böhling

Références URL :

Les contenus de pages externes référencées dans ce document relèvent de la responsabilité de leurs fournisseurs respectifs. La GIZ se distancie expressément de ces contenus.

Clause de genre : À des fins de lisibilité, il a été renoncé à l'emploi combiné du masculin et du féminin. La forme masculine désigne ici les personnes et les titulaires de fonctions des deux sexes.

La GIZ est responsable du contenu de la présente publication.